



## CDN des 14 et 15 juin 2018

Il n'est sans doute aucun besoin de revenir sur les éléments de contexte liés à la politique de Macron, vous avez toutes et tous les informations, mais après un an d'exercice, il est peut-être utile, même si ce n'est ni une découverte, ni une surprise, d'essayer de voir de quoi le macronisme est le nom.

La question n'est pas, n'est plus et depuis longtemps de savoir où on place Macron sur l'échiquier politique. La seule chose qui soit certaine c'est que sa politique n'a rien de la gauche telle que nous l'entendons... Pour moi, ce qui caractérise ce mouvement se résume dans l'expression utilisée par Macron lui-même : la startup nation. C'est de mon point de vue le modèle de société qu'il développe et tente d'imposer. Comme toute startup, et c'est sa définition, ce qui prime c'est l'innovation, l'éventuelle croissance économique qu'on espère et la spéculation financière sur sa valeur. Cette vision uniquement économique d'un nouveau modèle social implique la construction d'un outil particulier (le mouvement En Marche) pour pouvoir être mise en œuvre et promue et a des conséquences dont nous pouvons chaque jour mesurer les effets. Essayer de comprendre le système en place, l'analyser n'est en aucun cas le cautionner mais peut peut-être nous aider dans la distanciation à opérer pour dégager une vision macro des choses et anticiper les réponses de ceux qu'il nous faut bien considérer comme des adversaires dans un dialogue impossible.

Sur la construction de l'outil EM, on a vu dès le départ se construire un mouvement soi-disant a-politique au sens partisan du terme autour de ce qu'on appelle communément la société civile dont on voit que les porteurs de projets sont essentiellement des libéraux et comme le dirait Macron lui-même des gens qui entreprennent, des chefs d'entreprises... Bref, pas celles et ceux qui ne sont rien... Ensuite, le débauchage de politiques bien libéraux eux aussi pour occuper les postes clefs du mouvement et construire les argumentaires, expliquer la politique menée en usant de lieux communs, de populisme et de démagogie pour parvenir à faire croire à la population que toutes les réformes menées le sont en leur nom et pour leur bien... Enfin, dans ce schéma, ne restait plus qu'à s'assurer d'une majorité à l'assemblée nationale avec des élu-es aux ordres, sans expérience, sans compétence et sans vision politique forte verrouillé par un des cadres du mouvement : Ferrand...

Ce système une fois en place, quelle politique et comment la mettre en œuvre ?

Dans une startup nation, chacun-e est responsable individuellement de son parcours de vie, de la naissance à la fin de vie, de l'école à l'emploi. Notre modèle social basé sur la solidarité, sur des garanties collectives, sur une Fonction publique garante de l'intérêt général représente un frein qu'il faut lever pour individualiser, mettre en concurrence (le nec plus ultra de la compétitivité) et privatiser en espérant des plus-values et une relance économique. Il faut donc pour y parvenir casser les résistances individuelles et collectives. Le premier acte macronien a été de commencer en allant plus loin dans la casse du droit du travail et en accélérant le processus pour minimiser un débat public et la hauteur des mouvements sociaux.

Ne pas donner la vision générale des transformations voulues, distiller les informations au compte-goutte, privilégier une presse partisane pour donner ces informations, faire passer par ordonnances les projets de loi, contourner au maximum les organisations syndicales en privilégiant quelques bilatérales plutôt que des multilatérales, offrir quelques points à la discussion pour que les réformistes aient du grain à moudre et empêchent ainsi une unité syndicale est globalement la stratégie adoptée, stratégie que l'on va retrouver quasiment sur l'ensemble des dossiers et projets de réforme de Macron. Les débats de l'assemblée ne sont plus que parodie et l'exécutif prend le pas sur le législatif, Macron voulant même accentuer cette dérive par un projet de loi réformant le Sénat et l'Assemblée afin de réduire le nombre d'élus et contraindre les temps de paroles et de débats...

Avec cette loi travail, une forme de précarisation de la société se construit déjà avec une soumission plus grande au monde l'entreprise.



Passant de droits collectifs, de système de protection collectif à des systèmes de plus en plus individualisés, l'Etat ne protège plus, sa nature et sa fonction change pour renforcer son rôle dans le contrôle. Contrôle des chômeurs, contrôle des migrants, contrôle aux fraudes sociales... Le côté répressif de son action s'accroît dans une volonté de mise au pas de pans entiers de la société, de casse des mouvements solidaires. Au-delà des contrôles, ce répressif s'accroît. On le voit dans sa gestion de soi-disant maintien de l'ordre lorsqu'il s'attaque aux migrants, aux aidants et durcit même les choses en faisant adopter la loi inique asile et immigration, aux étudiants qui occupent les facs dans le cadre de la contestation de la loi ORE, aux occupants des ZAD etc.

Nous assistons vraiment à une lutte des classes qui ne cache plus son visage : insécurité, précarité, déclassé... pour les classes moyennes, les plus faibles économiquement, les retraités... qu'on veut pouvoir installer dans de nouvelles formes de servitude et de soumission et de l'autre les plus riches envers lesquels l'Etat est bienveillant et met en œuvre des mesures pour les favoriser. D'un côté le gel des salaires, la CSG, les jours de carences... de l'autre la suppression de l'ISF, l'exit tax...

Le président des riches, comme il est appelé, multiplie les gestes vers les plus puissants et libéralise de plus en plus l'économie pour permettre l'expansion du capitalisme et faciliter sa mutation. Il s'attaque dès lors aux services publics en commençant par la SNCF qui représente un bastion syndical. Ce chantier a pour lui un double enjeu. D'une part ouvrir le transport ferroviaire à la concurrence en privatisant le plus possible et d'autre part annihiler les potentialités de réaction, le contre-pouvoir représenté par le syndicalisme et surtout la CGT. Il lève, au travers de la loi LAN, l'obligation des 100% de logements neufs accessibles aux personnes en situation de handicap pour plaire aux promoteurs qui gagnant des mètres carrés vont pouvoir étendre plus encore leur parc immobilier, il permet la vente privée de HLM et s'attaque au logement social, il attaque la loi littorale ; il répond favorablement aux lobbies de tout poil avec la loi alimentation et agriculture en refusant l'interdiction du glyphosate, en refusant les amendements sur le bien-être animal, il répond positivement au lobby des chasseurs... Il favorise la dernière mutation du capitalisme, le numérique, en participant à vivatech et en trônant aux côtés des thuriféraires des GAFAM...

L'ensemble des cadeaux fait aux plus riches augmentent les richesses de ces derniers, fait de la France le champion du monde de la distribution des dividendes aux actionnaires mais, dans le même temps, grève les moyens disponibles pour l'Etat. Ce dernier se trouve face à des dépenses qu'il ne peut plus assumer puisqu'il s'est privé des ressources nécessaires. Il serait erroné d'accuser le chef de l'Etat de mauvaise gestion puisque l'équilibre des comptes est bien envisagé par la réduction des dépenses publiques, d'une Fonction publique dont il nie l'intérêt et conspu les coûts. La Fonction publique est donc la variable d'ajustements budgétaires et ses agents, défendant d'autres valeurs, un autre projet de société, des employés à mettre dans le droit commun pour les soumettre davantage aux ordres de leurs hiérarchies. Attaque sur les salaires, sur les statuts pour privilégier les contrats, sur la mobilité pour favoriser celle allant vers le privé, suppression de postes mais aussi attaque sur le paritarisme pour individualiser toujours plus et casser le syndicalisme... Cette attaque massive de la Fonction publique est préparée de longue date. Les français restant très attachés aux services publics, il a fallu un désinvestissement massif de l'Etat pour générer des dysfonctionnements de plus en plus importants et une perte de qualité du service rendu à la population. Tout cela pour préparer les consciences et rendre indispensables, indiscutables aux yeux de tous, les transformations.

Cette politique globale a des effets désastreux en générant stress et peur dans l'avenir, en mettant tout le monde en concurrence, en les incitant à comparer sa situation avec celle du voisin... la fracture sociale n'a jamais été aussi grande ces dernières années et aussi visible avec en corollaire la construction de ce que nous pourrions appeler un nouveau prolétariat...

Macron dirige le pays comme s'il s'agissait d'une entreprise. Le citoyen n'y a que très peu de place... tout comme l'ouvrier dans l'entreprise. Il n'est que force de travail à marchandiser. C'est l'argent, le financier qui pilote et il y a une déshumanisation complète de la politique et de l'action publique. La fracture sociale n'est pas la résultante de la politique menée, elle est au cœur du projet politique.



L'Éducation nationale, l'École n'échappe pas à ce processus global. Il s'agit là aussi de mettre au pas les enseignants et de la transformer en profondeur et durablement. L'École a cette responsabilité de former les citoyens de demain. Si l'on veut une transformation durable de la société, il faut donc mettre en place des politiques éducatives qui préparent les jeunes à ce « nouveau monde » tout en l'acceptant et pour rendre effectives ces orientations, modeler (au forceps s'il faut) les enseignants en les soumettant à des injonctions et, dans la mesure du possible en les mettant sous la pression des parents par des communications démagogiques visant à démontrer les faiblesses de l'École et à rendre indispensable et utile les réformes proposées. A chaque jour ses mesures toutes plus rétrogrades les unes que les autres, toutes maintes fois tentées et resservies. L'ensemble des projets libéraux qui nous sont imposés dans l'école sont dans les cartons du ministère et de Blanquer, alors DGESCO, depuis des dizaines d'année. Certes il n'a pas fait de grande loi d'orientation pour l'École mais en réformant dans le primaire, en touchant le collège sans revenir sur une réforme contestée mais en l'assouplissant pour renvoyer plus encore au local des choix impossibles renforçant la concurrence (nous avons raison sur nos critiques du collège puisque les libéraux évitent soigneusement de revenir dessus, ce qui est un signe !), en réformant le bac et le lycée et maintenant la voie professionnelle. Deux axes caractérisent ces réformes : **d'une part** sur le plan pédagogique et éducatif rendre les élèves responsables de leurs réussites ou de leurs échecs parce qu'ils seront au cœur des décisions sur la construction de leur parcours, réinstaller fortement les fondamentaux, diminuer les horaires disciplinaires pour des spécialisations précoces, multiplier les prescriptions, les bonnes pratiques, les bonnes méthodes sous couvert d'études scientifiques en choisissant celles qui le servent et dont il tord les résultats, réformer des contenus (réforme des lycées) sur lesquels je n'ai guère de doutes quant au fait qu'ils seront expurgés de toutes visées émancipatrices, générer de l'insécurité et du stress chez les jeunes avec Parcoursup (apprentissage du « nouveau monde »)... **et de l'autre** une volonté jamais affichée et assumée publiquement la volonté de faire des économies budgétaires. Au bas mot et au-delà de la diminution des postes aux concours, la réforme du lycée devrait voir à termes la suppression d'environ 5000 postes tout comme la réforme des lycées professionnels dont l'objet n'est pas l'acquisition d'une culture commune mais une mise en adéquation avec un marché de l'emploi, en donnant la main aux régions, au patronat et avec la volonté de faire passer le système de formation professionnelle sous la coupe de l'apprentissage. Dans cette logique budgétaire, la prochaine étape dans le cadre de CAP22 notamment sera d'augmenter la contractualisation, de revoir les politiques salariales mais aussi, dans les cartons une révision à la baisse de la carte de l'Éducation prioritaire (eh oui, Macron s'est engagé à verser une prime de 3000 euros aux enseignants en REP+, cela s'autofinancera à coup sûr par une réduction du périmètre de l'Éducation prioritaire), une réforme de la formation des enseignants pour la rentrée 2019, une fusion des académies dont le calendrier est maintenant connu...

Là aussi la méthode est très similaire à celle mise en œuvre par l'ensemble du gouvernement : convoquer les OS à des bilatérales sans distribution de documents, sans présentation des projets puis découverte de ceux-ci au travers de la presse et convocation des instances. A aucun moment des discussions, des concertations ne sont réellement possibles. La stratégie de contournement voire de mise à l'écart total des organisations syndicales n'a jamais été aussi forte. Le dialogue social mis en avant ne sont que des rencontres de façade dans lesquelles on ne discute pas du fond de projets dont on n'a pas connaissance. Pour empêcher la population, l'opinion publique de s'emparer des débats autour de l'école et de mesurer la hauteur des transformations et des effets néfastes de celles-ci, à chaque feu ouvert son contrefeu. La stratégie de diversion marche à plein ! A titre d'exemple, les premières mesures se sont accompagnées de la rentrée en chantant, puis nous avons eu l'épisode « laïcité », puis le téléphone portable, puis l'uniforme et maintenant le jardinage dans les écoles... Peu importe les contradictions flagrantes comme interdire le portable au mépris des protocoles de sécurité qu'il a fallu construire dans les établissements ou encore comme distribuer au primaire des livres de La Fontaine pour inciter à la lecture quand dans le même temps on supprime tout support papier dans les lycées 4.0 du Grand Est..., l'important est de faire le buzz et de détourner l'attention de l'essentiel.

Sur l'EPS vous connaissez tous et toutes la situation, je ne la développerai pas mais en bon communicant Blanquer rend difficile nos messages. Il est déjà compliqué de faire partager nos problématiques mais les expressions récurrentes du ministre compliquent les choses. Quand il tweete à l'occasion de l'installation



du délégué ministériel chargé des JOP (Terret) des choses du genre « le sport à l'école est essentiel pour l'épanouissement de nos élèves et leurs réussites. Il se développera à l'occasion des JO 2024 », le contrecarrer en expliquant nos problématiques de contenus, d'emplois, de refus d'un enseignement de spécialité, de baisse des horaires, de non reconnaissance dans la certification de collège, d'installations etc. nécessite du temps d'explication qui ne peut se résumer dans un contre tweet.

Sur le sport, les problématiques et les modes de fonctionnement sont de même nature. Les choses sont toutefois amplifiées et le risque de passer d'un ministère croupion à plus de ministère du tout ou, en tout cas un ministère sans plus aucune prérogative, est de plus en plus grand.

Cette politique ne se met pas en place sans aucun remous et sans aucune réaction. Chaque jour des secteurs, des entreprises se mobilisent. Les luttes se développent mais face à un projet de société qui ne dit pas son nom, elles restent pour l'instant très sectorielles. Les impacts de toutes les réformes ne se font pas encore sentir mais il est possible que les choses évoluent dans les temps à venir avec des réformes comme le prélèvement à la source de l'impôt, la réforme des retraites, la remise en cause des aides sociales dont Macron disait hier qu'elles coûtent « un pognon de dingue » et que finalement, les pauvres « il faut les responsabiliser ».

Le syndicalisme est donc fortement attaqué. Macron essaie de faire mettre un genou à terre à la CGT avec le mouvement de la SNCF qui laissera, à n'en pas douter, des traces ; il nie l'utilité et le rôle des syndicats et de tous les corps intermédiaires ce qui crée un malaise évident et des problématiques d'orientation à la CFDT et à l'UNSA qui en tant que réformistes se voulaient les interlocuteurs privilégiés de Macron. A l'opposé de ce positionnement, FO qui connaît également des difficultés à porter sa parole en vient maintenant par la voix de son nouveau secrétaire général Pavageau à parler de risque insurrectionnel... On observe chez certains une forme de radicalisation en réponse au mur face auquel nous sommes.

Ce qui caractérise l'ensemble des organisations syndicales dans la période c'est la difficulté de construire des mobilisations de masse. C'est vrai dans tous les secteurs et aussi dans le nôtre sur nos propres questions spécifiques. Le risque est grand d'assister à une sorte de fuite en avant en reconduisant des actions de grève saute-mouton avec l'espoir secret qu'un jour ça finira bien par prendre... Pour moi, la décision de FO et de la CGT de lancer un mot d'ordre de grève et de manifestation interprofessionnelle le 28 juin (jour de la dernière date de la grève SNCF avant éventuel rebond pendant l'été) relève de cette problématique.

Même si je dis que nous ne parvenons pas à mobiliser, je ne veux pas minimiser les actions. Pour ne prendre que les deux dernières, on ne peut pas dire qu'elles ont été négligeables et insignifiantes mais ces dernières méritent d'être interrogées sur plusieurs plans. La mobilisation de la fonction publique le 22 mai a réuni moins de monde que celle du 22 mars alors même que l'arc syndical était plus large et unitaire. On voit bien ici que même si l'unité est importante, elle est loin d'être suffisante pour assurer une large mobilisation. Le 26 mai, la FSU avait décidé d'appeler à la mobilisation sur ses propres bases et de ne pas se joindre à l'appel commun pressentant un risque d'instrumentalisation politique. La suite médiatique nous a donné raison puisque ce mouvement a été traduit comme un « bras de fer Mélenchon/Macron ». Deux débats donc peuvent émerger de ces situations, celui traditionnel du rapport au politique, aux politiques... et celui des conditions à mettre en œuvre pour qu'une unité syndicale puisse effectivement se traduire par une massification du mouvement.

Il ne faut pas que nous nous trompions sur les risques à construire des mobilisations minoritaires en se disant, comme on l'entend parfois, « les collègues ne nous en voudront pas ». C'est au lendemain du 22 mai et au regard d'une mobilisation en demie teinte que le gouvernement a lancé ses attaques contre le paritarisme. Ce n'est pas une coïncidence... certains bruits de couloir le corroborent...

Mais ce dont il faut vraiment que nous débattions c'est comment construire (et je parle bien de construction) un rapport de force qui puisse nous être plus favorable ? Comment entraîner nos collègues dans l'action, comment faire partager les dangers des réformes et nos revendications face à des collègues « biberonnés », comme on l'est tous même à nos corps défendant, au libéralisme et soumis à un management de plus en plus dur ? Comment faire comprendre que la défense des situations individuelles



ne peut passer que par l'action collective et pour l'intérêt de tous ? Sur quels ressorts jouer ? Comment s'adresse-t-on à nos collègues ?...

L'ensemble de ces questions doivent traverser nos débats pour construire les mouvements nécessaires mais aussi pour construire la dynamique pour les élections professionnelles. Si le taux de syndicalisation en cette fin d'année est très bon et je tiens à vous féliciter tous pour l'engagement dont vous avez fait preuve sur cette question essentielle, la traduction de cette dynamique dans les urnes est très loin d'être gagnée ! Nous avons devant nous un véritable challenge. Il nous faut montrer au pouvoir que ce que nous portons est bel et bien la parole de nos collègues et non des « affabulations » syndicales. Le meilleur moyen de le faire c'est de gagner encore en représentativité et de franchir la barre des 82% des dernières élections professionnelles. Si nous pensons que c'est joué d'avance, alors nous faisons une grave erreur d'analyse. Rien n'est fait et nous avons à travailler notre campagne et à la battre pour aller à la rencontre physique de nos collègues. C'est l'enjeu majeur de la période qui s'ouvre !